

L'Afrique, c'est connu. C'est la pauvreté, les guerres, les génocides, les réfugiés, le sida, la dictature, les coups d'État et la liste est longue de fléaux qui marquent encore l'histoire contemporaine du continent. Et les facteurs responsables ? Une autre liste peut être établie : l'esclavage, le colonialisme, l'impérialisme, la corruption, etc.

Mais l'Afrique n'est pas seulement la terre du mal-être, elle est aussi une terre d'espoir en une vie meilleure pour toutes ses générations, des seniors témoins d'une tradition lointaine de solidarité et de responsabilité aux enfants comme projet d'avenir digne du continent sur la scène internationale.

C'est dans cet esprit que le CODESRIA a lancé une série de dialogues politiques auprès de plusieurs personnalités africaines (chercheurs, hommes politiques, personnalités de la société civile et autres) suivant la célèbre formule d'un leader africain: « penser avec nos propres têtes, en fonction de nos propres réalités ».

Cet ouvrage rassemble quelques contributions à ce dialogue de chercheurs africains qui traitent de trois grands axes : la citoyenneté, la gouvernance et l'avenir de l'Afrique dans la communauté mondiale.

La citoyenneté

Le sociologue algérien Ali El Kenz met l'accent d'abord sur l'importance de la participation de l'intellectuel africain au débat sur les finalités de l'action politique et, ce non simplement en qualité d'expert apportant son savoir et son savoir-faire technique, fut-il important, et qui ne remplacera jamais la réflexion sur les valeurs au fondement du politique.

C'est dans cette direction qu'Ali El Kenz esquisse une réflexion sur le pouvoir politique et l'autorité en menant une comparaison entre la situation de l'Union Européenne et celle de l'Algérie, les deux ayant connu une crise de confiance entre gouvernants et gouvernés. Alors que les Européens essaient de trouver une issue par le dialogue, les Algériens, eux, ont sombré dans la violence, et c'est ce modèle algérien qui semble, selon El Kenz, en cours dans les sociétés africaines.

Enfin, Ali El Kenz termine sa contribution en la situant sur l'axe du temps : le repli communautaire et sur le passé en général ne trouve pas sa raison seulement dans un présent difficile, mais aussi dans la perte de perspective d'avenir, d'un horizon politique qui donne sens à l'existence et de l'espoir pour les Africains comme c'était le cas après les indépendances. C'est cette projection dans l'avenir que doit prendre en compte tout projet politique pour l'Afrique.

La gouvernance

La deuxième partie de l'ouvrage traite de la responsabilité des élites et des

Un dialogue politique pour l'Afrique

Sidi Mohammed Mohammedi

Afrique : Réaffirmation de notre engagement

par A. Olukoshi, J. B. Ouédraogo et E. Sall (dirs.)

Série de dialogue politique, n°1, CODESRIA, 2010, 89 pages,
ISBN : 978-2-68978-250-1

citoyens ordinaires. Partant du constat que le monde contemporain se caractérise par la globalisation et l'hégémonie de la pensée néolibérale, Aminata Diaw de l'Université Cheikh Anta Diop pose la question de la responsabilité des élites intellectuelles et politiques africaines par rapport à « l'engagement et la prise en charge de la construction de l'Afrique » (p. 28).

L'auteure expose d'abord une périodisation de l'époque postcoloniale de l'Afrique : après les indépendances, il y avait cette euphorie et cet enthousiasme dans la conception et la mise en œuvre d'un projet de développement nationaliste. Mais cette période tourne court et vient l'âge du désenchantement : les politiques ont trahi le projet nationaliste. Enfin, nous sommes à présent à l'âge d'oscillation entre la renaissance symbolisée par l'Afrique du Sud et la résignation symbolisée par le génocide du Rwanda.

En se basant sur cette rétrospective historique et sur l'hypothèse d'une rupture entre nationalisme et panafricanisme, A. Diaw s'interroge dans un deuxième moment sur la responsabilité des élites africaines dans une posture prospective. Elle avance qu'une telle responsabilité ne peut être appréhendée qu'à partir d'une rupture d'avec l'illusion messianique : c'est cette illusion forgée et entretenue par les élites intellectuelles et politiques dans leur euphorie développementaliste qui a effacé « le citoyen », acteur cardinal de tout projet démocratique et panafricain.

Enfin, dans la dernière partie de sa contribution, A. Diaw appelle à l'innovation et à l'initiation politique. Elle appelle les politiques surtout à redonner l'espoir aux populations africaines, non dans une logique des hommes providentiels, mais des hommes rationnels ayant le sens de la mesure, de discussion et de mobilisation des efforts pour le bien-être de tous les citoyens. C'est ici une responsabilité non seulement politique mais aussi éthique.

Adekunle Amuwo de l'African Association of Political Science traite, lui, de la responsabilité des citoyens ordinaires, mais il peint d'abord un tableau global où se situent ces citoyens. Ces derniers, affirme A. Amuwo, sont plus des sujets que des citoyens aux yeux des leaders et des régimes africains et la relation entre gouvernants et gouvernés est désormais loin des cadres institutionnels et éthiques de la gouvernance.

Il y avait certes une certaine relation entre peuple et leaders dans les années 1960, mais elle a été brisée après

l'arrivée des partis uniques et des militaires au pouvoir. Et, par analogie à l'Occident ou le Nord, la démocratie ultérieure est vidée de son sens politique et est devenue une simple stratégie d'hégémonie et de domination.

D'après A. Amuwo, les programmes d'ajustement structurel ont dramatisé davantage la situation dans la mesure où là où ils sont appliqués, les responsabilités sociales de l'État paraissent les premières à être affectées, d'où l'approfondissement du fossé séparant les citoyens des gouvernants.

Quels sont donc les facteurs qui favorisent une participation active des citoyens dans la pratique gouvernementale ? A. Amuwo en donne trois :

- La conscience de leur place dans le jeu politique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'État-nation ;
- La connaissance de la balance des forces entre eux, les leaders et les forces sociales en présence ;
- La recherche de la somme-zéro dans leur relation avec les gouvernants selon l'expérience et l'usage et non selon l'attitude de confiance ou de non-confiance totale.

Finalement, A. Amuwo présente quelques considérations pouvant minimiser ou maximiser ces facteurs et qui s'orientent dans leur ensemble dans le sens de préserver les droits humains fondamentaux des citoyens et les droits politiques en premier lieu, l'objectif à atteindre étant la participation active des citoyens dans la prise de décision concernant les intérêts communs de la collectivité. C'est ainsi que se renouvelle le contrat social entre gouvernants et gouvernés et que se transforment les droits constitutionnels en droits sociaux, conclut A. Amuwo.

L'avenir de l'Afrique dans la communauté mondiale

Partant de la fameuse thèse de Marx sur l'interprétation et la transformation du monde, Souleymane Bachir Diagne de Columbia University (USA) plaide pour une participation des philosophes africains, par leur réflexion, à la transformation de la réalité africaine en partant des problèmes eux-mêmes selon le précepte de Husserl tout en ayant une attitude prospective. Alors, d'après cette démarche, S. B. Diagne part du problème-paradoxe que l'Afrique est « jeune » d'un côté et « non ouverte » d'un autre côté. Comment advenir donc à une société ouverte en Afrique ?

Pour répondre à cette question, S. B. Diagne propose plusieurs pistes de réflexion :

A propos des biotechnologies, il y a lieu pour les philosophes africains de

participer au débat mondial sur la « nature humaine » (« quand, dans le vivant, l'humain commence t-il et quand se termine t-il ? » - p. 44) et sur l'environnement.

La question épineuse de l'identité est un autre thème de réflexion. Comment peut-elle ne pas l'être après le génocide au Rwanda ? Il faut cesser de penser la question, avance S. B. Diagne, en termes d'adversité extérieure, ancienne et nouvelle, mais en ce qu'elle engendre de drames intérieurs qui n'ont pas exclusivement des mobiles religieux.

C'est ici qu'apparaît l'importance au premier plan d'une éducation à la citoyenneté, ouverte à la diversité culturelle et assurant la sécurité humaine. Cette éducation peut même aboutir à la redéfinition de la relation entre citoyenneté et ethnicité comme l'a tenté S. B. Diagne : alors que la pensée libérale veut que la citoyenneté soit basée sur la catégorie abstraite de l'individu et partant elle est disjointe de l'ethnicité, une autre vision, plus « réaliste » selon Diagne, insiste sur le caractère utopique de la neutralité ethnoculturelle de l'État et donc il faut penser la construction citoyenne en termes communautaires et non individualistes.

Enfin, l'auteur appelle à une « culture politique du temps », à une attitude prospective ouverte sur l'avenir qui participe à la sortie de la crise du sens qui semble frapper sans retour l'Afrique, voilà ce que peut faire un travail philosophique africain pour transformer le monde africain.

Non loin du monde de la réflexion, Amina Mama du Women's Resources and Research Center (USA) présente une contribution sur la relation entre connaissance et pouvoir en Afrique. Elle commence par énumérer les facteurs qui ont mis en exergue l'importance de la connaissance et sa production : l'émergence de la société du savoir, la « marketinisation » de l'enseignement supérieur, l'hégémonie américaine, les enjeux sociopolitiques et économiques liés au continent. L'auteure évoque particulièrement la question du financement du secteur tertiaire en général et de l'enseignement supérieur en particulier et la responsabilité des intellectuels et politiques africains dans l'élaboration des politiques d'éducation et de production de connaissance pour faire face aux défis du développement du continent.

Pour ce faire, l'Afrique, affirme l'auteure, peut se baser sur une longue tradition éducative : des soucis ancestraux de transmission du savoir à l'hypothétique héritage scolaire colonial et aux efforts en matière d'éducation nationale après les indépendances. Mais les défis restent énormes pour construire un système éducatif et de production de connaissance qui réponde aux besoins fondamentaux des populations africaines et aux exigences d'un développement interne et surtout égalitaire. Une approche genre en matière d'enseignement supérieur

présentée par l’auteure montre bien l’énorme travail qui reste à faire.

Et pour contribuer à ce travail, A. Mama avance quelques réflexions pour une entente alternative entre la connaissance et le pouvoir dans les trois volets suivants :

- *Les institutions de la connaissance* : Il est connu historiquement la résistance des universités aux changements, mais à l’heure actuelle, elles sont obligées de se restructurer. En attendant, plusieurs autres institutions ont vu le jour et ont constitué de véritables alternatives de productions de connaissance comme le CODESRIA à Dakar et SARIPS à Harare.
- *Nouveaux paradigmes de recherche et d’enseignement* : Pour la recherche, ces institutions se sont positionnées consciemment loin des systèmes dominants de pensée et se sont ancrées consciemment aussi dans les traditions intellectuelles africaines. Quant à l’enseignement, il est orienté plutôt vers le sens de responsabilité et de citoyenneté en pratiquant des méthodes actives et participatives.
- *Nouveaux réseaux et technologies* : De nouveaux réseaux sont instaurés au niveau continental et transnational pour faire face à « l’hégémonie néolibérale » en matière de production de connaissance. Le CODESRIA en est un exemple.

Ces exemples montrent la nécessité de développer une nouvelle entente panafricaine entre connaissance et pouvoir. Ce dernier est dispersé, il n’est plus l’apanage des bureaucrates

étatiques et des armées, d’autres acteurs entrent en scène : ONG, formations intergouvernementales, organisations mondiales, etc. La production de la connaissance est aussi dispersée et n’est plus l’apanage des universités. Sans tarder davantage donc, il faut travailler en prenant en considération ces nouvelles données de l’Afrique contemporaine.

Anthony I. Asiwaju de l’African University Institute (Nigéria) interroge pour sa part la problématique de la renaissance africaine par la question lancinante des frontières. En effet, derrière cette question se trouvent deux tendances antinomiques : la division et l’intégration. L’Afrique a hérité de l’époque coloniale des frontières qu’elle a gardées après les indépendances. Or, pour les uns, ces frontières sont des causes supplémentaires de crise que connaît le continent, tandis que pour les autres ces mêmes frontières, ou plus exactement le retraçage de ces frontières peut participer à la résolution de ces crises.

L’apport d’Anthony I. Asiwaju est de proposer une réflexion se concentrant sur les zones frontalières entre États comme étape intermédiaire vers une intégration plus large. Cette réflexion a trouvé sa concrétisation dans un projet pilote entre le Mali, le Burkina Faso et la Côte d’Ivoire. Mais de tels projets et plus généralement le projet d’intégration à l’échelle continentale, nécessitent la réunion d’autres conditions d’ordre politique (démocratie, décentralisation) et éducatif comme perspective stratégique à long terme.

La dernière contribution est celle de Nkolo Foé de l’Université de Yaoundé. Il revient sur le contenu idéologique de la politique d’ajustement structurel. Cette politique, selon l’auteur, est loin d’être une simple pratique économique et sociale. Au contraire, elle constitue une vision globale du monde basée d’un côté sur une perception atomique de la société (la société comme agrégat de subjectivités irréductibles), et d’un autre côté sur la foi inconditionnelle dans les lois du marché et partant de la nécessité de la neutralité de l’État, voire son éclipse. C’est en fin de compte le libéralisme classique. Mais il y a d’autres courants idéologiques tels le pragmatisme, le postmodernisme ou l’anarchisme qui viennent compléter le tableau à l’aide, aussi paradoxal soit-il, de quelques chantres africains qui s’interrogent sur les conditions « légitimes » de l’utilisation de la violence dans l’accumulation du capital et l’acceptation docile de cette violence par ses victimes.

Nkolo Foé présente aussi la finalité et la justification de la politique d’ajustement structurel. Selon l’auteur, cette politique a comme finalité la destruction des communautés et des États-nations pour « libérer » les individus. Or, ces individus se trouvent fragilisés et livrés aux forces aveugles du marché sans protection sociale, d’où l’importance de consolider les liens communautaires et de l’État-nation comme ligne stratégique de résistance, surtout si on réalise que la justification

dernière de cette politique d’ajustement structurel, affirme l’auteur, est le pillage organisé tout comme à l’époque romaine.

« La théorie de l’ordre social spontané est une fable », poursuit N. Foé, et le capitalisme a une essence autoritaire, il est même anti-libéral si on prend la distinction de F. Braudel entre économie du marché (fondée sur la concurrence) et le capitalisme (fondé sur le monopole). La politique d’ajustement structurel ne fait qu’étendre cette essence autoritaire capitaliste et monopoliste à la périphérie du système mondial.

En guise de conclusion

On ne peut résumer dans une petite recension la richesse et la profondeur de cet ouvrage. Moment de pause réflexive sur des questions stratégiques pour l’Afrique en ce nouveau millénaire, il est aussi un point de départ pour d’autres réflexions sur d’autres questions mais plus en détails, car penser la politique ne se réduit pas à penser sur sa part idéale, normative et philosophique. Les questions pratiques, d’organisation, de programmes, d’échéances, d’acteurs et de ressources sont aussi importantes que les questions de finalités et des idéaux. Un ou plusieurs autres ouvrages sur ces questions et de la même profondeur que celui-ci pourront sans doute constituer d’autres volets de ce dialogue socio-politique sur et pour l’Afrique.

